



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Dimanche 17 juillet 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le Président Tebboune nomme Brahim Djamel Kassali au poste de ministre des Finances](#)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le Président Tebboune préside dimanche une réunion du Conseil des ministres](#)

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée **à l'examen et à l'approbation du Projet de loi de finances complémentaire PLF-2022**, outre la présentation d'exposés liés à plusieurs secteurs, dont l'extension du port de Djen-Djen, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République.

Le Président Tebboune nomme Brahim Djamel Kassali au poste de ministre des Finances



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. «En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances», lit-t-on dans le communiqué.

NOMINATION : Brahim Djamel Kassali, nouveau ministre des Finances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, jeudi dernier, un décret présidentiel portant nomination de Brahim Djamel Kassali au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la présidence de la République. «En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret présidentiel portant nomination de Brahim Djamel au poste de ministre des Finances», lit-on dans le communiqué



Brahim Djamel Kassali nouveau ministre des Finances

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé, jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République. «En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances», lit-t-on dans le communiqué.



Le Président Tebboune nomme Brahim Djamel Kassali au poste de ministre des Finances

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé, jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances", lit-t-on dans le communiqué.



Gouvernement : Brahim Djamel Kassali nouveau ministre des Finances

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, ce jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République.

« En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances », lit-t-on dans le communiqué.

Secrétaire général du ministère des Finances, Brahim Djamel Kassali, a été chargé d'assurer l'intérim après le limogeage de l'ex-ministre Abderrahmane Raouya en juin dernier.



Brahim Djamel Kassali nouveau ministre des Finances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé ce jeudi Brahim Djamel Kassali, nouveau ministre des Finances, a indiqué, ce jeudi 14 juillet 2022, un communiqué la Présidence de la République publié sur sa page Facebook.

« Conformément aux dispositions des articles 91, alinéa 07 et 104 de la Constitution, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé aujourd'hui un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali comme Ministre des Finances », selon le même communiqué.

Le 14 juin, le président de la République a mis fin aux fonctions d'Abderrahmane Raouya en tant que ministre des Finances.



Brahim Djamel Kassali confirmé au poste de ministre des Finances : Une nomination et des challenges



Outre le dossier automobile, le nouveau grand argentier du pays aura à charge de revoir la teneur de la loi de finances complémentaire 2022, suivant une vision réaliste et rationnelle. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a signé, jeudi, un décret présidentiel

portant nomination de Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la présidence de la République.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

M. Brahim Djamel Kassali nommé au poste de ministre des Finances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République. "En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances", lit-t-on dans le communiqué.

LE JOUR
D'ALGÉRIE
Quotidien national d'information

[Nomination: Le Président Tebboune nomme Brahim Djamel Kassali au poste de ministre des Finances](#)



Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé, jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Djamel Kassali au poste de ministre des Finances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, jeudi, un Décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel Kassali, au poste de ministre des Finances», lit-on dans le communiqué.

Gouvernement : Djamel Kassali nommé ministre des Finances



Chargé d'assurer l'intérim du ministère des Finances, Brahim Djamel Kassali, également SG au sein du même ministère, a été nommé ce jeudi, par le président de la République au poste du premier responsable du secteur.

Le Président Tebboune nomme Brahim Djamel Kassali au poste de ministre des Finances

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé, jeudi, un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel **Kassali**, au poste de ministre des Finances, indique un communiqué de la Présidence de la République. “En vertu des dispositions de la Constitution, notamment en ses articles 91 (alinéa 7) et 104, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Djamel **Kassali**.



ELLE AUGMENTE DE 4 MILLIARDS DE M3 SES LIVRAISONS DE GAZ À L’Italie : L’Algérie, un acteur de premier rang pour l’Europe

L’Algérie, qui entretient des relations privilégiées avec l’Italie, a déjà livré à ce pays depuis le début de l’année 13,9 milliards de m3 de gaz, dépassant de 113% les volumes prévisionnels, prévoit encore de livrer d’ici la fin de l’année 2022 six (6) milliards de m3 supplémentaires de gaz algérien à l’Italie

Dans un contexte géopolitique très complexe et compliqué, l’Algérie se repositionne et est en train de s’installer en tant que partenaire de premier rang de l’Europe en matière de livraison de gaz en surclassant même la Russie qui était jusqu’à un passé récent son fournisseur le plus important. Ainsi, l’Algérie a décidé d’augmenter de 4 milliards de m3 supplémentaires le volume de ses livraisons de gaz à l’Italie à partir de la semaine prochaine. Il s’agit de 4 milliards de m3 de gaz supplémentaires qui seront livrés par Sonatrach à ENI et à ses autres partenaires italiens à partir de la semaine prochaine.

L’Algérie, qui entretient des relations privilégiées avec l’Italie, a déjà livré à ce pays depuis le début de l’année 13,9 milliards de m3 de gaz, dépassant de 113% les volumes prévisionnels, prévoit encore de livrer d’ici la fin de l’année 2022, six (6) milliards de m3 supplémentaires de gaz algérien à l’Italie. Cette décision renforce encore les liens historiques entre l’italien ENI et le groupe pétrolier algérien Sonatrach dont le PDG avait annoncé la révision des prix de gaz avec ses partenaires. Le 7 juillet dernier, elle annonçait la signature d’un accord avec le groupe énergétique français Engie portant sur l’achat et la vente de gaz naturel à travers le Medgaz. «La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach et le groupe énergétique français Engie ont conclu un accord à Alger pour leur contrat d’achat et de vente de gaz naturel à travers le Medgaz», a précisé le groupe Sonatrach dans un communiqué, cité par l’APS. Ce contrat, liant les deux groupes depuis 2011, prévoit la livraison de gaz naturel par Sonatrach à Engie via le gazoduc Medgaz, a ajouté la même source. A travers cet accord, les

deux parties ont convenu également de «définir le prix de vente contractuel applicable sur une période de trois (03) ans, allant jusqu'à 2024, pour prendre en compte les conditions de marché», a fait savoir la compagnie nationale. Lors de la signature de cet accord, les parties ont confirmé, en outre, leur «intention d'étendre leur partenariat sur le Gaz naturel liquéfié (GNL) et le gaz naturel».

Ainsi, Sonatrach renforcera sa part dans le portefeuille d'approvisionnement d'Engie, permettant aux deux groupes de poursuivre leur diversification et de contribuer à la sécurité énergétique des clients européens. «Forts de leur partenariat historique autour du gaz, les deux parties se sont également engagées à travailler ensemble en vue de réduire leur empreinte carbone et d'évaluer de nouvelles opportunités, en particulier sur le développement de l'hydrogène», a-t-on souligné de même source. Au début du mois en cours, le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, indiquait que des accords entre Sonatrach et ses clients dans le domaine gazier seront «prochainement annoncés pour une révision des prix du gaz exporté par l'Algérie». Les capacités de l'Algérie à approvisionner ses partenaires sont énormes.

La compagnie pétrolière nationale a souligné que «la production du gaz découvert récemment au niveau de la zone de Hassi R'mel (Laghout) débutera dès septembre prochain, grâce notamment aux installations déjà existantes». Son PDG Toufik Hakkar avait affirmé que «nous pourrions obtenir la première production en septembre après six mois de la découverte du gisement», en soulignant «l'importance du temps réduit pour la production des premières quantités de gaz au niveau des nouveaux gisements grâce aux installations et aux puits existants, permettant de produire plus de 10 millions de m³ /jour».



MATIÈRES PREMIÈRES BAISSÉ DES COURS DE L'OR, DU CUIVRE ET DU CAFÉ

Les cours des métaux industriels dévissaient cette semaine sur la Bourse des métaux de Londres, lestés par les craintes de récession mondiale, atteignant leurs niveaux les plus bas depuis le début de l'année, effaçant ainsi largement tous les gains générés par la guerre en Ukraine. Le cuivre a chuté jusqu'à 6955,00 dollars la tonne vendredi, passant sous le seuil des 7000 dollars la tonne pour la première fois depuis novembre 2020. Vendredi, l'aluminium a également atteint un plus bas depuis mai 2021 sur le LME, à 2310,00 dollars la tonne.

Les prix des métaux de base sont désormais en baisse depuis le début de l'année. Le cuivre a dévissé de plus de 27%, le zinc de 18%, l'aluminium de 16% et le nickel de 7%. «Cela s'explique par le fait que l'offre ne leur apporte pratiquement aucun soutien contrairement à ce qui se passe sur le marché pétrolier», selon les analystes de Commerzbank dans une note, qui affirment qu'au contraire, «les marchés ont été presque partout largement approvisionnés ces derniers temps».

Le cours de l'or a fondu sur la semaine, atteignant jeudi un plus bas depuis près d'un an, plombé par la perspective d'un durcissement de la politique monétaire aux Etats-Unis. Jeudi, le prix de l'or est brièvement passé sous 1700 dollars, une première depuis août dernier.

«L'appétit pour l'or est coupé par un dollar qui s'apprécie et des partis ambitieux sur les hausses des taux de la Fed», explique Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. L'invasion atteint des sommets aux Etats-Unis, mais loin de pousser les investisseurs vers les métaux précieux, considérés comme des valeurs refuges, ils privilégient le dollar et les obligations car la Fed a indiqué sa volonté de remonter ses taux. Cela pèse sur le pouvoir d'achat des investisseurs utilisant d'autres devises.

«Il y a un effet saisonnier, même si ce n'est pas une très bonne raison pour investir : l'or est souvent plus faible l'été, et a cela s'ajoutent les informations sur une nouvelle taxe d'importation en Inde», commente un autre analyste. Les cours du café ont affiché une baisse sur la semaine, principalement en raison de la détérioration de la situation économique mondiale et les niveaux d'inflation dans les pays consommateurs menaçant la demande.

Le prix du café est tombé jeudi à un plus bas depuis 9 mois à New York, et à un plus bas depuis 11 mois vendredi à Londres. L'inflation, qui atteint des niveaux records des Etats-Unis à l'Europe, érode le pouvoir d'achat des consommateurs, se répercutant directement sur la demande. Le café n'a cependant essuyé que de modestes pertes, selon les analystes, et ce, malgré les inquiétudes liées à la récession et les points d'interrogation qui entourent la demande. Les problèmes concernant l'offre freinant la chute des prix.



[Programme d'action du gouvernement : Des mesures sociales phares en 2022](#)

La LF-2022 a consacré d'autres mesures et facilitations (abattements et exonérations), qui ont boosté les aspects sociaux de l'appareil économique.



[De septembre 2021 à juillet 2022 : Les batailles gagnées de la nouvelle Algérie](#)

La sérénité au triple plan politique, économique et social, a permis au pays d'éviter les conséquences fâcheuses provoquées par la guerre en Ukraine.



[Gel du commerce extérieur avec l'Espagne : les Douanes font état de « difficultés » dans l'application de la décision](#)

L'Algérie a suspendu le 8 juin dernier le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qu'elle a conclu en 2002 avec le Royaume d'Espagne. Cette décision a été suivie immédiatement par le gel des domiciliations bancaires des opérations de commerce extérieur de produits et services, de et vers l'Espagne.



[Algérie : voici l'action du gouvernement pour baisser les prix](#)

Société – Sur instruction du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le gouvernement de l'Algérie mettra en place un certain nombre de mesures visant à faire baisser les prix. Dzair Daily relate pour vous tous les détails relatifs à ce sujet dans la suite de son édition du samedi 16 juillet 2022.



[Réunion aujourd'hui du Conseil des ministres: La loi de finances complémentaire au menu](#)

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside aujourd'hui dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation du Projet de loi de finances complémentaire PLF-2022, outre la présentation d'exposés liés à plusieurs secteurs, dont l'extension du port de Djen-Djen, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République.



[Gel des importations espagnoles : les Douanes algériennes « hésitent » dans le traitement des marchandises](#)

La décision de l'Algérie de suspendre le traité d'amitié et de coopération avec l'Espagne, semble compliquer le travail des services des Douanes algériennes. L'absence des modalités d'application de cette décision, fait « hésiter » les services douaniers dans la manière de traiter les marchandises en provenance de l'Espagne.

لتكميلي جاهز والشروع في تحضير قانون 2023: الوزير الجديد كسالي أمام امتحان قانوني المالية!

بترسيمه على رأس قطاع المالية، خلفا لسابقه عبد الرحمن راوية، يستلم الوزير الجديد إبراهيم جمال كسالي، حقيبة ثقيلة تحتوي ملفات صعبة، تجمع بين قانون المالية التكميلي لسنة 2022 قيد التنقيح على مستوى الحكومة، والذي يرتقب إعادة عرضه على مجلس الوزراء قريبا، وقانون المالية الجديد لسنة 2023، الذي تم إعطاء إشارة الشروع في إعداده رسميا.

الرئيس تبون يعين ابراهيم كسالي وزيرا للمالية



وقّع رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، أول أمس، مرسوما رئاسيا يقضي بتعيين إبراهيم جمال كسالي، وزيرا للمالية، حسبما أفاد به بيان لرئاسة الجمهورية. وجاء في البيان "عملا بأحكام الدستور لاسيما

رئيس الجمهورية يعين ابراهيم جمال كسالي وزيرا للمالية

وقع رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم الخميس، مرسوما رئاسيا يقضي بتعيين إبراهيم جمال كسالي وزيرا للمالية. وجاء في بيان لرئاسة الجمهورية: "عملا بأحكام الدستور لاسيما المادتين 91 الفقرة الـ7 و104. وقع اليوم رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، مرسوما رئاسيا يقضي بتعيين السيد ابراهيم جمال كسالي وزيرا للمالية."



وزير العدل: يجب أن تتسم الخبرة القضائية في المجال البنكي بالدقة والوضوح

شدد وزير العدل، في كلمة ألقاها عنه بالنيابة القاضي دهيمي فيصل مدير الفرعي للقضاء المدني بوزارة العدل، على ضرورة أن تتسم الخبرة القضائية بالدقة والوضوح والشفافية.

CHUTE DE L'EURO FACE AU DOLLAR

Ce que gagnera l'Algérie

Parallèlement aux bouleversements induits par la pandémie sur tous les plans, c'est une autre séquence historique que le monde est en train de vivre sur le plan économique : la chute de la monnaie européenne unique. Un effondrement qui, inévitablement, produit un impact sur l'Algérie dont l'Europe constitue un des partenaires privilégiés sur le plan économique.

Après la chute de l'activité économique mondiale due à la crise sanitaire, qui a entre autres entraîné d'abord l'affaiblissement puis la spectaculaire remontée des prix des hydrocarbures et tout un tas d'autres conséquences, depuis plusieurs mois c'est l'inflation, due en partie à la



Photo : DR

Déjà pour nos hydrocarbures, libellés en dollars, les mois qui viennent s'annoncent d'un bien meilleur cru que ce qu'avaient escompté les prévisionnistes de Sonatrach.

flambée des prix de l'énergie, qui sévit pour participer fortement à donner lieu à une autre spectaculaire conséquence : la chute de l'euro par rapport à l'autre-monnaie étalon, le dollar. Mercredi dernier, non seulement l'euro a atteint la parité avec le dollar, pour la première fois depuis sa mise en circulation il y a vingt ans, il a en plus glissé pendant quelques instants sous la monnaie américaine. La parfaite illustration de l'état de santé de l'Europe des 27, happée par une poussée inflationniste qui fait craindre le pire avec la récession qui s'annonce, comme pour boucler la boucle.

Les causes de cette historique chute de la monnaie unique européenne se trou-

vent en grande partie dans l'inflation, nourrie donc pour une part importante par la flambée des prix de l'énergie, mais en raison du dérèglement des marchés de matières premières, avec des

pénuries à la clé, induites par la pandémie et ses différentes vagues qui ont eu un impact direct sur l'activité économique, particulièrement en Chine. Ainsi, une grande partie des produits consommés en Europe est importée et payée en dollars, même en Chine. Mais comme l'euro s'est retrouvé sur une pente raide, perdant progressivement de sa valeur, les produits finis, les matières premières, les produits agricoles devenaient plus chers sur les états européens. Ainsi, la chute de l'euro a participé et participe à alimenter l'inflation. Et puis, pour comprendre le mouvement à la baisse de l'euro jusqu'à la parité avec le dollar, il faut ajouter la remontée brutale des taux d'intérêt

américains. Une remontée qui a précipité le basculement des investisseurs en faveur d'un dollar devenu plus rentable face à l'euro. Un calcul qui donne une petite idée sur les conséquences de la chute de l'euro ? La Banque des règlements internationaux (BRI) estime le volume quotidien des transactions en euros à 2130 milliards. À chaque fois que l'euro perd 1% face au dollar, cela équivaut à environ 6400 milliards de pertes par an. Et depuis le 1^{er} janvier 2022, l'euro a perdu 11,5% face au dollar...

Alors, quel impact induit la chute de la monnaie européenne sur l'Algérie ? Déjà pour nos hydrocarbures,

nationaux seront dépassés sans nul doute, surtout que le prix du gaz vendu aux Européens sera revu à la hausse, l'indexation sur le pétrole rapportera un beau pactole qui rejallira sur les réserves de change du pays. Nos importateurs, qui, habituellement, privilégient la Chine, réfléchiront plutôt deux fois qu'une avant de faire leurs « emplettes », la dépréciation de l'euro fera que les produits importables à partir des pays de l'Union européenne seront moins chers qu'en Chine ou dans d'autres contrées du monde où l'on marche au dollar. Il faut savoir que nos importations proviennent de l'UE

La dépréciation de l'euro fera que les produits importables à partir des pays de l'Union européenne seront moins chers qu'en Chine ou dans d'autres contrées du monde où l'on marche au dollar.

libellés en dollars, les mois qui viennent s'annoncent d'un bien meilleur cru que ce qu'avaient escompté les prévisionnistes de Sonatrach. Les 50 milliards de dollars de chiffre d'affaires annoncés par le P-dg de la compagnie

pour 50 à 60%. Il faut noter que mercredi dernier, jour où 1 dollar valait 1 euro, sur le marché interbancaire algérien, il fallait déboursier 147,5428 dinars pour 1 euro et 146,9893 dinars pour 1 dollar.

Azedine Maktour

LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE, CODE DES INVESTISSEMENTS... DES GRANDS ET PETITS PAS...

EN PRÈS d'une année, de septembre 2021 à ce jour, certaines décisions et non des moindres, ont contribué à déblayer le terrain pour que 2022 décrétée année économique ne soit pas un vain mot.

■ MOHAMED TOUATI

Une des priorités du président de la République consiste à affranchir l'économie du pays du secteur pétro-gazier qui demeure incontestablement sa colonne vertébrale. Un statut assuré par la Compagnie nationale des hydrocarbures qui assure au pays : paix, stabilité et prospérité. Le chef de l'État a tenu à le souligner. Sonatrach est « l'un des puissants leviers de la souveraineté nationale », avait déclaré Abdelmadjid Tebboune, le 23 juin dernier, à partir d'Oran qui a abrité la XIXe édition des Jeux méditerranéens. Une clarification qui ne signifie pas que le développement soit atteint sans d'autres avancées majeures. Et sur sur ce plan nul n'ignore que pratiquement tout reste à faire à commencer par cette bureaucratie à la peau dure à laquelle il faut tordre le cou. Chose qui n'est pas aisée tant elle a la peau dure. Sa responsabilité dans les retards pris par des projets qui auraient dû être lancés, il y a belle lurette sont attestés. Un phénomène décrié que le premier magistrat du pays qui a décidé de lui livrer une guerre sans merci. Un leitmotiv. Abdelmadjid Tebboune a en effet mis l'accent de nouveau sur l'importance de la libération totale du parcours des projets d'investissement du système bureaucratique, lors

d'une réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée le 5 juin 2022. Une recommandation qui a porté ses fruits. Le nombre de projets d'investissement qui ont bénéficié de la levée d'obstacles s'élevait à 867 projets sur un total de 915 projets concernés. La levée des obstacles sur les projets d'investissement qui est toujours en cours doit permettre un décollage de l'activité et de la production, ainsi que la création d'environ 54 000 emplois dès la mise en exploitation de l'ensemble des entreprises. En près d'une année, de septembre 2021 à ce jour, certaines décisions et non des moindres ont contribué à déblayer le terrain pour que 2022 décrétée année économique ne soit pas un vain mot. Un des objectifs majeurs fixé par le locataire d'El Mouradia à son gouvernement a été à ce propos atteint. De quoi s'agit-il ? Il est impératif d'augmenter les « exportations hors hydrocarbures à 5 milliards de dollars, d'ici fin 2021 », contre les 2 milliards de dollars actuels avait déclaré Abdelmadjid Tebboune, le 18 août 2020, lors de l'ouverture de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle. Le contrat a été rempli. Le nouveau Code des investissements doit constituer un autre levier pour déblayer le terrain et lancer un signal fort aux investisseurs étrangers, après avoir fait sauter le verrou du 51/49. Les opérateurs étrangers



La lutte contre le fléau bureaucratique est sans répit

pourront investir en Algérie, sans distinction aucune avec l'investisseur national. Le climat des affaires, qui a tant rebuté les investisseurs étrangers, sera ainsi enfin assaini afin de drainer plus d'intérêt à un marché qui ne manque, pourtant pas, d'arguments... Il y a lieu de citer à ce sujet la transition énergétique : un chantier phare du gouvernement qui semble piétiner à l'instar de celui de la réalisation de centrales photovoltaïques de 1000 mégawatts, dont l'avis d'appel d'offres avait été prorogé. Cette décision de prorogation de délai « fait suite à la demande des investisseurs nationaux et internationaux participant au projet Solar 1000 MW,

souhaitant approfondir leurs études techniques et financières », avait expliqué la Société algérienne des énergies renouvelables (Shaems) chargée de la gestion de la réalisation du projet dans un communiqué publié le 16 juin. D'autres projets et non des moindres sont au « point mort ». La réalisation du port d'El Hamdania à Cherchell, les gisements de fer de Ghar Djebilet, de la mine de zinc d'Amizour à Béjaïa, de phosphates de Bir El Ater à Tébessa, de l'ouverture de la piste minière en général, forces de frappe de l'économie nationale n'ont pas encore connu leur baptême du feu...

M.T.

قانون المالية التكميلي يتصدر اجتماع مجلس الوزراء اليوم

• أفاد بيان لرئاسة الجمهورية بأن الرئيس عبد المجيد تبون سيتراس، اليوم، اجتماعا لمجلس الوزراء، مبيّنا بأن الاجتماع سيتناول بالدراسة والمصادقة، مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022 ومشروع القانون الأساسي للمقاوم الذاتي. وأضاف المصدر ذاته أن جدول الأعمال يتضمن أيضا عروضاً تخص مشروع إنجاز مركب صناعي لإنتاج حليب الأطفال الرضع، وتهيئة المسار التقني لموسم إنتاج الحبوب 2022-2023، وتوسيع ميناء جن جن - ق - و

Revue de presse du samedi 16 juillet 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Assurances : hausse de 3% du chiffre d'affaires de la CAAT en 2021

Le chiffre d'affaires de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), réalisé en 2021, s'est élevé à 25,4 milliards de dinars, soit une croissance de 3%, par rapport à l'exercice précédent, a indiqué la compagnie dans un communiqué.



NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT : Huit textes d'application seront prochainement promulgués

La commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a mis en avant l'importance des mesures prévues dans le texte de loi. Elle recommande d'accélérer la promulgation et la publication des textes réglementaires précisant les modalités de mise en œuvre de cette importante loi afin de la mettre en vigueur prochainement.



MARCHÉ PÉTROLIER : Les prix baissent encore

Les cours du pétrole ont brièvement dévissé de plus 5% jeudi dernier, retombant à des niveaux plus vus depuis avant la guerre en Ukraine, emportés par les craintes de récession qui menacent la demande d'or noir, dans un contexte d'inflation record aux Etats-Unis et en zone euro. Vers 14h15 GMT (16h15 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 3,67% à 95,93 dollars.



«L'accompagnement bancaire sera déterminant»

NADIR MERAH, ÉCONOMISTE ET ANCIEN CHEF DE LA DIVISION COMMERCE À L'UA . NADIR MERAH, AUPARAVANT CHARGÉ D'ÉTUDES ET DE SYNTHÈSE AU CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, social et environnemental (Cnese) et chef de la division commerce à l'Union africaine, aborde dans cet entretien les objectifs de la Zone de libre-échange

continentale africaine (Zlecaf) et les actions que devrait entreprendre notre pays pour conquérir le marché africain.

Quels sont les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine ?

La mise en application et le respect des règles et mesures par les pays qui ont signé et ratifié l'accord portant création de la Zlecaf seront sans doute la clé de l'amélioration et de l'intensification du commerce intra-africain et de l'instauration d'un climat favorable aux investissements africains dans le continent. Les objectifs sont nombreux.

Il s'agit surtout de stimuler le commerce intra-africain et d'intégrer les marchés africains, conformément aux objectifs et principes du Traité d'Abuja, de renforcer les relations économiques en s'appuyant sur les droits et obligations contenus dans l'acte constitutif de l'Union africaine de 2000 et de l'accord de 1994 portant création de l'Organisation mondiale du commerce.

L'autre objectif est la mise en œuvre des aspirations contenues dans l'Agenda 2063 visant à créer un marché continental avec la libre circulation des personnes, des capitaux, des marchandises et des services. Ce cadre permettra de renforcer l'intégration régionale, la sécurité alimentaire, le développement agricole, l'industrialisation et la transformation structurelle économique.

L'Algérie est-elle prête et que va-t-elle gagner en intégrant cette zone ?

L'Algérie fabrique de bons produits et a sensiblement augmenté son potentiel à l'exportation hors hydrocarbures. Elle doit se pencher sur la faisabilité des opérations d'exportation vers des pays africains cible, parmi ceux qui ont ratifié l'accord. L'accent doit être mis sur les études de marché de ces pays, la mise en conformité de ses produits aux standards internationaux et africains, le choix des moyens de transport les moins coûteux et les plus sûrs, et les mesures financières d'accompagnement avec les banques nationales, la Cagex, les sociétés d'assurances pour la garantie des exportations et les crédits à l'export.

Quelle est la particularité de la Zlecaf comparativement aux accords internationaux ratifiés par l'Algérie ?

L'Algérie qui a signé un accord d'association avec l'Union européenne est partenaire de pays arabes dans le cadre d'accords bilatéraux ou de la Zone de libre échange. En outre, elle est accédante à l'OMC.

Au vu du bilan des échanges défavorable avec tous ces partenaires, la Zlecaf présente de meilleures opportunités pour les échanges commerciaux et les investissements à court et moyen terme. L'accès aux marchés africains ne peut être envisagé sous l'angle strictement commercial et hors d'une optique de partenariat global.

Pensez-vous qu'il va falloir revoir la législation qui interdit aux entreprises d'investir à l'étranger ?

Dans le contexte actuel, il s'agit de réaliser des opérations commerciales ponctuelles car nous ne pouvons pas attendre que toute notre législation se mette au diapason de celle convenue dans le cadre de l'accord Zlecaf. Nous sommes engagés à harmoniser les droits de douane, les règles d'origine, les normes et standards, les mesures coercitives, le règlement des différends... entre autres obligations.

C'est à ces conditions seulement que nous pouvons tirer pleinement profit de la Zlecaf. Concernant les investissements, nous nous conformerons aux mesures de facilitation qui seront négociées et approuvées par les pays africains au titre de la seconde phase, en même temps que les questions de concurrence, des droits de propriété intellectuelle et probablement du commerce électronique qui devrait être ajouté.

L'Algérie ambitionne de porter ses exportations hors hydrocarbures à 7 milliards de dollars, d'ouvrir des agences bancaires en Afrique et est en voie de lancer le projet de gazoduc transsaharien...

Nous n'avons pas d'autre choix que de se moderniser et d'harmoniser notre réglementation nationale par rapport à notre engagement solennel dans le cadre de l'Union africaine, de la Zlecaf et de l'Agenda 2063 qui s'inspirent fortement du système commercial international. En matière de pénétration des marchés africains, l'Algérie accuse un grand retard et il est impératif d'étudier profondément les filières porteuses pour nos produits qui sont de bonne facture.

Nous pourrions commencer par les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest puis songer à ceux de l'Afrique centrale, de l'Est et australe. L'accompagnement bancaire sera déterminant et il y a nécessité de créer une banque d'import-export, pour éviter l'engagement direct de l'Etat.

Algeria Export Import Bank devra être dotée d'un capital minimum de 500 millions de dollars pour jouer pleinement son rôle de prêteur dans le cadre des lignes de crédit liées qui pourraient se transformer en participations en cas de non-paiement. Ces lignes seront bien entendu destinées aux crédits à court terme.

En ce qui concerne les représentations des banques nationales, je verrais comme première expérience Nouakchott avec une extension vers Dakar. Elles seraient confortées par une représentation d'une compagnie maritime nationale.

Une liaison Alger Nouakchott existe depuis peu et doit être consolidée et pourrait s'étendre à toute la côte ouest-africaine. En matière de liaisons aériennes, le pôle de transit par excellence est Tamanrasset.

La liaison entre les villes européennes mais aussi Alger, Oran, Constantine, Annaba et les futures zones franches à installer sur le territoire national et les grandes villes des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et pour peu que les prix soient étudiés, la compagnie engrangera une grande partie du fret aérien commercialisé aujourd'hui presque exclusivement par des compagnies étrangères. La création d'une compagnie spécialisée serait idéale mais la liste n'est pas exhaustive.



CAAT : Hausse de 3% du chiffre d'affaires en 2021

Le chiffre d'affaires de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), réalisé en 2021, s'est élevé à 25,4 milliards de dinars, soit une croissance de 3%, par rapport à l'exercice précédent, a indiqué la compagnie dans un communiqué.



Secteur bancaire : Renforcer l'expertise judiciaire

Les participants à une rencontre sur l'expertise judiciaire dans le secteur bancaire, organisée jeudi à Blida, ont souligné l'impératif de renforcer le rôle de l'expert bancaire dans les transactions bancaires, en raison de son importance dans le règlement des contentieux les concernant, portés devant la justice.



Assurances : Hausse de 3% du chiffre d'affaires de la CAAT en 2021

Le chiffre d'affaires de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), réalisé en 2021, s'est élevé à 25,4 milliards de dinars, soit une croissance de 3%, par rapport à l'exercice précédent, a indiqué la compagnie dans un communiqué.

Avec cette réalisation, caractérisée par un portefeuille diversifié, «la CAAT maintient sa position d'assureur des risques d'entreprises et occupe la deuxième position en termes de part de marché», affirme la même source. L'entreprise a, par ailleurs, souligné que «les indemnités versées, durant la période considérée, ont atteint un montant de plus de 13,8 milliards de dinars, soit une augmentation de 25% par rapport à l'exercice 2020, et représentent le règlement de plus de 150.000 dossiers sinistres».

«Ces prestations confirment, de manière significative, toute l'attention accordée à la qualité de service et au respect des engagements envers la clientèle», s'est-elle félicitée. Le bilan des activités de la CAAT, au titre de l'exercice 2021, s'est soldé également par un résultat

bénéficiaire net de 2,9 milliards de dinars, contre 2,7 milliards de dinars en 2020, soit une progression de 5%, ajoute le document. L'Assemblée générale ordinaire de la CAAT, qui s'est tenue le 28 juin dernier, au ministère des Finances, à l'effet d'examiner les comptes sociaux au titre de l'exercice 2021, a notamment «pris note de la certification des comptes et des résultats positifs enregistrés par l'Entreprise», conclut le communiqué



CAAT : Hausse de 3% du chiffre d'affaires en 2021

Le chiffre d'affaires de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), réalisé en 2021, s'est élevé à 25,4 milliards de dinars, soit une croissance de 3%, par rapport à l'exercice précédent, a indiqué la compagnie dans un communiqué. Avec cette réalisation, caractérisée par un portefeuille diversifié, "la CAAT maintient sa position d'assureur des risques d'entreprises et occupe la deuxième position en termes de part de marché", affirme la même source.

L'entreprise a, par ailleurs, souligné que "les indemnités versées, durant la période considérée, ont atteint un montant de plus de 13,8 milliards de dinars, soit une augmentation de 25% par rapport à l'exercice 2020, et représentent le règlement de plus de 150.000 dossiers sinistres". Ces prestations confirment, poursuit la même source «de manière significative, toute l'attention accordée à la qualité de service et au respect des engagements envers la clientèle », s'est félicitée la CAAT.

Le bilan des activités de la CAAT, au titre de l'exercice 2021, s'est soldé également par un résultat bénéficiaire net de 2,9 milliards de dinars, contre 2,7 milliards de dinars en 2020, soit une progression de 5%, ajoute le document. L'Assemblée générale ordinaire de la CAAT, qui s'est tenue le 28 juin dernier, au ministère des Finances, à l'effet d'examiner les comptes sociaux au titre de l'exercice 2021, a notamment "pris note de la certification des comptes et des résultats positifs enregistrés par l'Entreprise", conclut le communiqué.



Bonne gouvernance : la rationalisation des choix budgétaires mise en relief

Une bonne gouvernance des politiques publiques en Algérie «nécessite des leviers fondamentaux à mettre en œuvre ». C'est le constat auquel a abouti trois universitaires, Djamel Torqui GODIH(université de Mostaganem) ainsi que Mohammed LAZREG et Mohammed KAMELI(Université de Sidi Bel Abbès), dans une étude collective publiée dans les Cahiers du Cread.



[Le Président Tebboune préside demain une réunion du Conseil des ministres: La Loi de finances complémentaires au menu](#)

Conseil des ministres. Loin d'être convaincu, le chef de l'Etat avait donné instruction de revoir le « contenu du projet de loi de finances complémentaire 2022 » selon « une vision réaliste et rationnelle » qui « préserve l'équilibre macro-financier de l'Etat » et « tenant compte de l'importance de pallier le manque de ressources sur la base des effets de la loi de finances 2022, tout en mettant à bon escient « l'abondance financière résultant de la hausse des prix du pétrole ».



[Chute de l'Euro face au Dollar : Souhil Meddah explique l'impact sur le dinar](#)

L'euro est passé sous le dollar, mercredi, après avoir atteint la parité avec le billet vert la veille. Une situation inédite depuis 2002. Joint par nos soins, Souhil Meddah, expert financier, explique que la chute de la parité Euro-Dollar sur fond de plusieurs facteurs, notamment ceux qui sont déjà analysés et identifiés tels que les pronostics, les taux directeurs bas. D'autres non encore identifiés. « Cette chute qui au même titre que les autres valeurs s'est heurtée à une situation inflationniste importée face aussi à des taux d'intérêt plutôt bas et qui sont impossibles à élever de façon ferme et brutale sous risque de provoquer un ralentissement de l'investissement et une récession sur les activités », souligne l'expert.



[الجمارك: تسهيلات لتخفيف وتسريع إجراءات تنقل الجزائريين إلى تونس](#)

أقرت المديرية العامة للجمارك، في إطار إعادة فتح الحدود البرية «الجزائرية-التونسية» جملة من التسهيلات الرامية إلى تخفيف وتسريع إجراءات معالجة وتنقل المسافرين بهدف ضمان أحسن مرافقة لهم. و حسبما أفاد به بيان للمديرية العامة للجمارك، فإنه بمناسبة موسم الإصطياف لسنة 2022، وتبعا لقرار السلطات العليا في البلاد بإعادة فتح الحدود البرية الجزائرية-التونسية. أقرت المديرية العامة للجمارك جملة من التسهيلات الرامية إلى تخفيف وتسريع إجراءات معالجة المسافرين وضمان أحسن مرافقة لهم. سواء عند الوصول إلى أرض الوطن أو المغادرة.

طلب غير مسبوق على العملة الأمريكية: الأورو والدولار يتعادلان في "السكوار"!

ارتفع سعر صرف الدولار الأمريكي بشكل قياسي، السبت، على مستوى سوق العملة الصعبة بساحة بور سعيد بالعاصمة، ليلامس سعر صرف الأورو في سابقة أولى من نوعها. ويأتي ذلك في وقت استبعد الخبراء تأثر سوق "السكوار" الموازية للعملة الصعبة بما يحدث في السوق العالمية، حيث انخفض سعر الأورو بسبب الحرب الروسية الأوكرانية وانحدر لأول مرة في تاريخه ليعادل سعر الدولار الأمريكي، في حين أكدوا أن سوق "السكوار" يخضع لقانون العرض والطلب، وغير مرتبط بالأسواق العالمية.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES-CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger